



# COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

**Cinquante-deuxième session**  
*«Cinquante ans du CSA – Œuvrer ensemble  
pour un monde libéré de la faim et de la malnutrition»*

**Rome (Italie), 21-25 octobre 2024**

**DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET  
SOCIAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

## Vidéo préenregistrée

Mesdames et Messieurs les délégués,

Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur de m'exprimer à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de haut niveau de la 52<sup>e</sup> session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, qui marque son cinquantième anniversaire.

Je regrette sincèrement de ne pas pouvoir être des vôtres aujourd'hui et prendre véritablement part aux débats.

Comme vous le savez, les crises cumulées – insécurité alimentaire, déplacements et inégalités – ont des effets dévastateurs sur les femmes, les enfants, les personnes âgées, les peuples autochtones, les populations rurales et locales, les personnes handicapées et toutes les personnes en situation de vulnérabilité.

Nous ne devons pas oublier que la faim et la malnutrition sont des violations très graves des droits humains, et sur ce front, la situation est alarmante.

Une personne sur onze dans le monde – et une personne sur cinq en Afrique – se couche le soir le ventre vide.

Près de 30 pour cent de la population mondiale souffre d'insécurité alimentaire modérée ou grave.

Les conflits, le changement climatique, les inégalités profondes et les fléchissements économiques aggravent cette situation catastrophique et le fardeau pèse intégralement sur les épaules des personnes les plus vulnérables.

Si ces tendances se poursuivent, un enfant sur cinq de moins de 5 ans présentera un retard de croissance d'ici à 2030.

Réfléchissez-y.

Les pays à faible revenu, où la majorité de la population ne peut se permettre une alimentation saine, sont également ceux qui ont les plus faibles moyens financiers pour régler ces problèmes.

Alors qu'il est, de fait, possible d'y apporter des solutions.

En juillet de cette année, les États membres ont adopté la Déclaration ministérielle de la session de 2024 du Conseil économique et social et du Forum politique de haut niveau pour le développement durable et ont consacré un débat approfondi à son deuxième objectif.

La Déclaration ministérielle du Conseil économique et social et du Forum politique de haut niveau pour le développement durable définit la voie à suivre:

premièrement, **transformer les systèmes agroalimentaires**, en s'attachant à les rendre durables, efficaces, inclusifs et résilients à l'aide des technologies agricoles et de l'agriculture familiale et par la réduction du gaspillage alimentaire, l'intégration de la gestion des ressources hydriques et l'amélioration de l'alimentation, de la nutrition, de la santé et de l'hygiène des enfants;

deuxièmement, **exploiter la science, la technologie et l'innovation**, ainsi que l'intelligence artificielle, dans le cadre de la coopération internationale visant à lutter contre la faim et la malnutrition;

troisièmement – et c'est essentiel – **combler le déficit de financement**, en veillant à disposer des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

Les travaux du Comité sont cruciaux pour progresser dans la réalisation de ces objectifs.

Les efforts que vous déployez pour bâtir des systèmes agroalimentaires durables, inclusifs et résilients sont déterminants pour s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la malnutrition.

Mesdames et Messieurs,

Le Sommet de l'avenir a mis en avant les aspirations, les espoirs, les engagements et surtout les mesures nécessaires à la construction d'un avenir meilleur pour les générations présentes et futures.

Lors de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, du Bilan 4 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et du deuxième Sommet mondial pour le développement social, nous aurons d'autres occasions de renforcer notre intervention collective.

En tant que Président du Conseil économique et social, mes priorités sont les suivantes:

- 1) remédier aux causes profondes des déplacements, qui sont aussi des facteurs d'insécurité alimentaire dans le monde;
- 2) exploiter les technologies émergentes de manière équitable et inclusive afin de progresser dans la réalisation des ODD et de lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire.

Il est essentiel de combler les déficits de financement pour atteindre nos objectifs de développement durable.

Ces trois buts sont très importants.

Je me réjouis à la perspective de poursuivre nos échanges afin de promouvoir ces priorités dans le cadre du mandat du Comité.

Saisissons chacun les possibilités de transformation en profondeur qui permettront d'instaurer un multilatéralisme et une solidarité dignes de ce nom et sans exclusive. Je suis convaincu que nous pouvons encore atteindre l'ODD 2 d'ici à 2030.

Nous devons au moins nous en donner la peine.

Merci beaucoup.